

Israël ne parvient pas à imposer des murs virtuels pour limiter le plaidoyer en faveur des droits des Palestiniens en Europe

Comité national palestinien de boycott, désinvestissement et sanctions (BNC)

Le parlement suisse et le gouvernement espagnol rejettent les tentatives visant à criminaliser le mouvement BDS en faveur des droits des êtres humains.

16 juin 2017 – Ramallah –

Dans un revers considérable pour la campagne d'Israël contre le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions à direction palestinienne, en début de cette semaine la Chambre haute du parlement suisse a bloqué des efforts tendant à criminaliser le BDS et à interdire tout financement des organisations engagées dans la défense des droits de l'homme pour les Palestiniens. Ces tentatives avortées étaient conduites par les partis de droite suisses qui font pression en faveur d'Israël.

En refusant de limiter le soutien au droit protégé juridiquement de défendre le BDS afin qu'il soit mis fin aux violations par Israël des droits de l'homme palestiniens, la Suisse reflète maintenant des positions similaires en Europe. En 2016, l'Union européenne et les gouvernements de Suède, d'Irlande et des Pays-Bas, ont confirmé le droit de défendre le BDS pour soutenir la liberté, la justice et l'égalité pour

les Palestiniens, droit protégé par la liberté d'expression et les principes de la liberté d'association.

Dans une première historique pour le gouvernement central espagnol, le 27 avril, celui-ci a affirmé que le droit de défendre le BDS, en solidarité avec la lutte des Palestiniens, est protégé par les lois garantissant la liberté d'expression.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Alfonso Dastis, a déclaré :

« Le gouvernement respecte pleinement les activités et les campagnes conduites par la société civile dans le cadre de la liberté d'expression garantie par notre système politique. »

Il a fait cette déclaration en réponse à une question sur la position du gouvernement concernant le BDS, posée par Pablo Bustinduy, porte-parole de la commission des Affaires internationales de l'alliance progressiste Unidos Podemos, au parlement espagnol.

Ana Sanchez, responsable des campagnes internationales auprès du Comité palestinien du BDS (BNC), a déclaré :

« Le gouvernement espagnol a clairement indiqué que ses citoyens ont le droit d'agir selon leur conscience et de participer au mouvement BDS afin de défendre les droits de l'homme des Palestiniens. Avec le parlement suisse, il portait ainsi un nouveau coup aux tentatives antidémocratiques d'Israël visant à imposer des murs virtuels pour limiter la liberté d'expression et l'action en faveur des droits de l'homme dans une solidarité de principe avec les Palestiniens. La reconnaissance du droit au BDS prend de l'ampleur en Europe, aux États-Unis et dans le reste du monde. Boycoter l'occupation militaire et le système raciste d'apartheid d'Israël est tout autant protégé juridiquement, et moralement justifié, que l'était le boycott international victorieux de l'apartheid d'Afrique du Sud. »

Roman Vonwil, défenseur des droits de l'homme au BDS Suisse, a déclaré :

« C'est une victoire pour les droits de l'homme et une défaite pour les groupes de lobbying israéliens qui font pression sur les parlements à travers toute l'Europe pour assimiler le mouvement BDS non violent, antiraciste, en faveur des droits des Palestiniens à de l'antisémitisme, et pour arrêter le financement des ONGs palestiniennes qui soutiennent le BDS. C'est une victoire pour la liberté d'expression et pour les droits des êtres humains. »

Quand **Pablo Bustinduy**, de l'alliance espagnole, Unidos Podemos, a approuvé le droit de défendre le BDS en mars 2017, il a déclaré :

« Nous continuerons d'agir pour assurer le respect des droits de l'homme et du droit international en Palestine, et du droit à une expression libre, laquelle protège les campagnes comme celle conduite par le mouvement BDS et soutient les actions des défenseurs des droits de l'homme, en tant qu'efforts légaux et légitimes pour sensibiliser sur les violations permanentes des droits du peuple palestinien. »

Dès le mois de décembre 2016, plus de 200 défenseurs et juristes renommés de 15 pays européens, dont un ancien expert juridique auprès du ministère suisse des Affaires étrangères et ancien juge de la Cour suprême d'Espagne, ont publié une déclaration reconnaissant le BDS comme *« un exercice légal de la liberté d'expression »*.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus importante coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Visitez notre site <https://bdsmovement.net/> et suivez-nous sur Twitter [@BDSmovement](https://twitter.com/BDSmovement)

Source: bdsmovement

Traduction : JPP pour BDS France